



LES ECHOS DE LA CITE



Bulletin mensuel d'information du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA • No 13 • Janvier 2013

LES NATIONS UNIES AU 20EME SOMMET DE L'UNION AFRICAINE



M. Ban Ki-moon (2e à partir de la droite) lors de la conférence de presse du 28 janvier, en marge du Sommet de l'Union africaine. Photo ONU/Eskinder Debebe.

Du 26 au 29 janvier, le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA a pris part au 20^e Sommet de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba, en tant que membre de la délégation du Secrétaire général de l'ONU. La conférence de presse donnée le 28 janvier était l'un des temps forts du séjour de M. Ban Ki-moon dans la capitale éthiopienne où il a par ailleurs eu des entretiens avec une vingtaine de dirigeants. Il a salué les efforts que mènent ces derniers pour améliorer la situation des populations. Il a aussi insisté sur la nécessité de prendre des mesures idoines en vue de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) visant, globalement, à éliminer la pauvreté d'ici à 2015. Dans son discours à l'ouverture du Sommet, le Secrétaire général de l'ONU avait déjà mis un accent sur cet aspect en lançant un appel pour une Afrique prospère où règnent la paix et la justice sociale. Il a dit rêver d'un « avenir où les richesses de l'Afrique profiteront à tous les Africains. Où la mauvaise gouvernance sera reléguée aux livres d'histoire. Où les biens en provenance de l'Afrique se vendront à un prix équitable sur le marché mondial. Où les partenariats mondiaux seront synonymes de prospérité partagée ».

Consultations sur les questions de paix

M. Ban Ki-moon a pris part à une série d'autres événements en marge du Sommet, y compris la « Campagne pour la réduction accélérée de la mortalité maternelle » (CARMMA) organisée le 27 janvier par l'UA avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la population (UNPF). Des membres de sa délégation y ont également participé. Ceux-ci étaient sur plusieurs autres fronts. Certains d'entre eux, dont le Représentant spécial pour l'Afrique centrale, ont contribué au succès de la réunion de

haut niveau ayant regroupé, le 26 janvier, les fonctionnaires de l'UA et de l'ONU dans le cadre de leur 6^e consultation sur les questions de paix et de sécurité en Afrique. En dehors de la situation au Mali, en Somalie, en République démocratique du Congo, en République Centrafricaine et en Guinée Bissau, la question de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) était au centre des discussions. Sur ce dossier qui fait partie des priorités de l'UNOCA, l'Union africaine et l'ONU ont souligné la nécessité de renforcer la coordination de leurs efforts dans la lutte contre ce groupe armé et d'œuvrer pour la mobilisation des soutiens en faveur des troupes africaines chargées de mettre fin aux atrocités de Kony (leader de la LRA) et ses éléments.

La réunion a eu lieu en présence de MM. Jeffrey Feltman (Secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques), Hervé Ladsous (Secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix) et Mme Ameerah Haq (Secrétaire générale adjointe chargée de l'appui aux missions). L'UA y était représentée par MM. Ramtane Lamamra et Aisha Abdullahi, respectivement Commissaire à la Paix et à la Sécurité, et Commissaire aux Affaires politiques.



LA PAIX ET LA SECURITE AU SERVICE DE L'INTEGRATION
REGIONALE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
DE L'AFRIQUE CENTRALE

LRA - MECANISME CONJOINT DE COORDINATION

Le Représentant spécial a participé à la rencontre d'Addis-Abeba



Concertation entre MM. Ramtane Lamamra et Abou Moussa. © Photo Union africaine

Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de l'UNOCA, M. Abou Moussa, a participé à la deuxième réunion du Mécanisme Conjoint de Coordination (MCC) sur l'Initiative de Coopération Régionale pour l'élimination de l'Armée de Résistance du Seigneur (ICR-LRA), qui a eu lieu le 15 janvier 2013 au siège de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba (Ethiopie). La réunion a permis aux ministres de la Défense concernés d'évaluer le chemin parcouru et de valider les documents proposés par les Chefs d'état-major des pays affectés par la LRA (Ouganda, République Centrafricaine [RCA], République démocratique du Congo [RDC] et Soudan du Sud). Il s'agit notamment du Concept d'opérations ; des Règles d'engagement ; des Directives stratégiques et des Procédures opérationnelles permanentes.

Avancées significatives

Dans son allocution, le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA, M. Abou Moussa, a salué ces avancées significatives et réitéré la disponibilité des Nations Unies à continuer à accompagner le processus. Il a évoqué la nécessité de travailler de manière concertée pour la mise en œuvre urgente de la Stratégie régionale de lutte contre la LRA adoptée par le Conseil de Sécurité en juin 2012. Dans ce sens, il a rappelé la récente Déclaration du président du Conseil de Sécurité (19 décembre 2012) demandant au Secrétaire général de l'ONU de lui présenter, d'ici le 28 février 2013, un plan de priorités indiquant l'ordre d'exécution des activités et la répartition des tâches entre les différentes composantes du système international et les Nations Unies.

En marge de la réunion, M. Abou Moussa a eu des entretiens avec les représentants des différentes délégations et M. Francis-

co Madeira, l'Envoyé spécial de l'UA pour la LRA. Ils ont évoqué les voies et moyens d'intensifier la réflexion sur les mesures rapides à prendre pour rendre opérationnelle la Force régionale d'intervention de l'UA chargée de lutter contre la LRA. Celle-ci compte déjà 2860 éléments fournis par l'Ouganda (2000), la RCA (360) et le Soudan du Sud (500). La République démocratique du Congo a annoncé qu'elle mettra à disposition un contingent de 500 soldats dans un avenir proche, tandis que le Soudan du Sud s'est engagé à fournir 500 hommes supplémentaires.



La deuxième réunion du MCC de l'ICR-LRA a été présidée par le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, M. Ramtane Lamamra. Le Colonel François Ndiaye, Conseiller militaire de l'UNOCA (à droite sur la photo ci-dessus), a pris part à la rencontre des experts qui a précédé celle des ministres. En dehors de l'UNOCA, plusieurs autres entités onusiennes, dont le Bureau de l'ONU auprès de l'Union africaine (UNOAU), y ont également participé ainsi que des partenaires au développement. La prochaine session est prévue en mars à Juba (Soudan du Sud).

A SUIVRE...

Le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) organise du 11 au 12 février à Entebbe (Ouganda), une réunion d'évaluation et de réflexion sur les priorités à établir dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) adoptée en juin 2012 par le Conseil de sécurité.

Les experts de l'ONU et de l'Union africaine (UA) ainsi que toutes les autres parties prenantes, y compris les représentants des organisations non gouvernementales, sont invités à cette rencontre qui sera coprésidée par MM. Abou Moussa et Francisco Madeira.

RCA : L'ONU SALUE L'ACCORD DE LIBREVILLE

Suite à la rébellion déclenchée le 10 décembre 2012 en République Centrafricaine par la « coalition Seleka », des négociations ont eu lieu à Libreville (Gabon) du 8 au 11 janvier 2013. Elles ont débouché sur un Accord entre ladite coalition, l'opposition démocratique et le gouvernement. Selon cet accord, qui prévoit un cessez-le-feu immédiat, le président François Bozizé restera au pouvoir jusqu'au terme de son mandat en 2016. Il était aussi invité à former un gouvernement d'union nationale avec un Premier ministre choisi par l'opposition. Me Nicolas Tiangaye a été nommé à ce poste le 17 janvier. Il doit diriger la transition jusqu'aux prochaines élections auxquelles ni lui, ni le Président Bozizé ne devront se porter candidat.

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a salué cet aboutissement heureux et invité les différentes parties prenantes à mettre en œuvre les décisions prises à Libreville sous les auspices de la CEEAC. Le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA) suit avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation. La Représentante spéciale du Secrétaire général et chef du BINUCA, Mme Margaret Vogt, a plusieurs fois affirmé que son Bureau continuera à soutenir le processus en cours, compte tenu de ses enjeux pour la construction d'un Etat fort et pour le développement durable du pays. Sa présence à Libreville en janvier, à la tête d'une importante équipe, montre tout l'intérêt que les Nations Unies accordent à ces priorités. Les collègues du BINUCA ont naturellement bénéficié du soutien de l'UNOCA pendant leur séjour dans la capitale gabonaise.

2^E CONFÉRENCE DE L'ONU SUR LE TRAITÉ SUR LES ARMES Consultations de la CEEAC en présence de l'UNOCA



Marie-Louise Tani (photo), Conseillère politique au Bureau régionale des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), a pris part, du 30 au 31 janvier 2013 à Libreville (Gabon), à une réunion des Etats membres de la CEEAC sur le projet de Traité sur le commerce des armes (TCA). Cette consultation sous-régionale a permis de mener une réflexion profonde sur les dispositions à prendre pour parler d'une seule voix en mars prochain lors de la conférence de New York sur ce projet (TCA). Une série de recommandations ont été adoptées dans ce sens. Les participants ont, entre autres, indiqué que les négociations devraient être basées sur les

textes comme la Convention de Kinshasa sur le contrôle des armes légères et de petit calibre et la Déclaration de Sao-Tomé sur une position commune de l'Afrique centrale sur le TCA. Ils ont aussi exprimé le vœu que les Nations Unies respectent la règle relative à la traduction des documents de travail dans toutes les langues officielles de l'ONU. De même, ils ont lancé un appel aux partenaires afin qu'ils facilitent la participation des Etats membres de la CEEAC à la Conférence de New York sur le TCA.

Rendez-vous à Addis-Abeba

Une autre réunion est prévue à Addis Abeba (Ethiopie) avant cette échéance pour consolider la position de la sous-région Afrique centrale. Celle-ci se tiendra en marge de la rencontre préparatoire de l'Union africaine prévue du 7 au 8 mars 2013 dans la capitale éthiopienne.

L'Angola, le Burundi, le Cameroun, La République Centrafricaine, le Congo, le Gabon, la République démocratique du Congo, Sao Tomé et Príncipe, et le Tchad ont pris part à la réunion de Libreville. Les représentants de la CEEAC étaient également présents ainsi que ceux de plusieurs autres organisations internationales, des NGO (Réseau international d'action sur les armes légères et de petit calibre [INSA], OXFAM, etc.) et des partenaires bilatéraux, dont la Finlande.

CEEAC Les enjeux de la migration



Du 22 au 24 janvier, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) a organisé à Libreville (Gabon) un atelier régional sur la planification stratégique en matière de migration et de développement en Afrique centrale. Les participants ont recommandé, entre autres, le renforcement de la synergie entre les groupes de la société civile, les États et la CEEAC pour relever les défis posés par les migrations dans la sous-région. M. James Aji, Conseiller politique (photo), a représenté l'UNOCA à ces assises.

VISITE

Des collègues du Bureau régional de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires chez le RSSG



Le 31 janvier, le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) et Chef de l'UNOCA a reçu deux collègues du Bureau régional des Nations pour la coordination des Affaires humanitaires (OCHA), basé à Dakar (Sénégal). MM. Laurent Dufour et Lucien Simba, respectivement Conseiller régional pour la réponse aux urgences et Responsable des affaires humanitaires, ont évoqué avec M. Abou Moussa le partenariat qu'OCHA va mettre en place avec la CEEAC. Ils ont aussi fait le tour de certains sujets d'intérêt commun.

HOLOCAUSTE - JOURNEE INTERNATIONALE : l'UNESCO décrypte la responsabilité des médias...



Une vue des participants suivant avec attention la vidéoconférence du 21 janvier

Le 21 janvier 2013, s'est tenue dans les locaux de l'UNOCA, une vidéoconférence organisée par l'UNESCO sur le thème « Médias et génocide : réflexions sur l'Holocauste ». Coordonnée depuis le siège parisien de cette institution spécialisée de l'ONU, cet événement a donné l'occasion aux participants de rappeler la responsabilité de la presse dans le développement des dynamiques qui conduisent aux génocides ou qui, au contraire, permettent de les prévenir.

Education des consciences

L'historien Yves Ternon (Université de la Sorbonne) a mis en lumière le rôle négatif joué par certains journaux allemands dans la construction, par le régime nazi, d'une idéologie raciste ainsi que dans le projet de déshumanisation, de stigmatisation et d'extermination d'environ six millions d'hommes, de femmes et d'enfants juifs pendant la seconde guerre mondiale. Le chercheur français a également rappelé que cette complicité néfaste des médias a été observée lors des génocides arménien (1915-1916) et rwandais (avril-juillet 1994). Dans ce dernier cas, l'expérience de la *Radio Television Libre des Mille collines* a été évoquée. Elle s'était notamment rendue tristement célèbre avec la diffusion de messages hostiles et des appels à la haine contre les Tutsis et les Hutus modérés. Dans ce contexte, M. Qian Tang, Sous-directeur général de l'UNESCO pour l'éducation, a insisté sur l'importance des médias dans l'éducation de consciences sur la question de l'Holocauste et de tous les autres génocides.

Organisée en partenariat avec le « Mémorial de la Shoah », la vidéoconférence du 21 janvier entrait dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, qui se célèbre le 27 janvier, date marquant la libération du camp de concentration et d'extermination

allemand d'Auschwitz-Birkenau. En dehors du Bureau multipays de Libreville, les repré-

sentations de l'UNESCO à Kinshasa (RDC), Dakar (Sénégal) et Yaoundé (Cameroun) ont mobilisé des journalistes et plusieurs autres acteurs concernés à cette vidéoconférence au cours de laquelle Mme Ginette Kolinka, survivante de l'holocauste, a fait un témoignage poignant sur cette période inacceptable.



Un débriefing a permis à M. Alain Godonou, Représentant résident de l'UNESCO, de tirer les leçons de la participation de son Bureau à cet événement. Celui-ci a eu lieu en présence de MM. Juste Joris Tindy Poaty (Secrétaire général de la Commission nationale gabonaise pour l'UNESCO), Bilal Christian Ondo Mve (Président de la Fondation Omar Bongo Ondimba), Norbert Ngoua Mezui (Secrétaire général de l'Observatoire gabonais des médias), Nicolas Metegue Me N'ah (Professeur d'histoire moderne à l'Université Omar Bongo), Charles Henri Gey (Avocat au barreau du Gabon) et Boubacar Camara (Spécialiste de programme, Secteur Education/UNESCO). L'UNOCA y était représenté par Norbert N.

LE COURAGE D'AIDER...

Le thème général choisi cette année par les Nations Unies pour la Journée internationale était : « Avoir le courage d'aider : le sauvetage pendant l'Holocauste ». Une façon de rendre hommage aux actions exceptionnelles de personnes ou de groupes, très rares, qui ont contribué à sauver des juifs de l'emprise de l'Allemagne nazie. En réaction à l'indifférence de la majorité, ils ont pris le risque de passer à l'action face à l'assassinat massif des innocents, à l'injustice et aux violations flagrantes des droits de l'homme. Le Programme de communication sur « L'Holocauste et les Nations Unies » mis en place en janvier 2006 a pour but, entre autres, de valoriser ces actions et de participer à la lutte contre l'oubli de ce moment sombre de l'histoire de l'humanité.



UNOCA

Le Magazine annuel du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale • 2ème édition • Janvier 2013



REPÈRES 2012



A NE PAS MANQUER : DANS UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL, RETROUVEZ L'ESSENTIEL DES ACTIVITES MENEES EN 2012 PAR LE BUREAU REGIONAL DE L'ONU POUR L'AFRIQUE CENTRALE

ARRET SUR IMAGE

Honoré en mission au Mali



Félix Moulomba, Agent de sécurité à l'UNESCO, a démarré 2013 avec un précieux cadeau : le polo UNOCA gagné à l'issue d'un tirage au sort organisé le 7 janvier lors du petit déjeuner offert par le Représentant résident de l'UNESCO, M. Alain Godonou, à l'occasion de la nouvelle année. 15 personnes ont participé à ce tirage au sort qui s'est déroulé dans la transparence et la convivialité.

Honoré Handi, Responsable de la gestion du patrimoine/UNOCA, a quitté Libreville le 21 janvier dernier à destination de Bamako, capitale du Mali. Pendant un mois, notre collègue contribuera à la mise en place de la Mission de l'ONU au Mali, notamment en ce qui concerne les aspects logistiques. Ce pays d'Afrique de l'ouest est en effet en proie à une rébellion islamiste et à une instabilité politique depuis le coup d'Etat du 22 mars 2012. La communauté internationale est mobilisée afin qu'il retrouve son intégrité territoriale.

LES ECHOS DE LA CITE

UNOCA

LUTTE CONTRE LA LIBIE
L'ONU et l'Union africaine envisagent une campagne de mobilisation de fonds



Une publication de l'Unité de l'Information publique
Contact : Norbert N. Ouendji - ouendji@un.org
Site internet : <http://unoca.unmissions.org>
Cité de la Démocratie, Villas 55, 56, 57
B.P : 23773 Libreville, Gabon
Tél. : +(241) 05 72 23 23

CONDOLEANCES A ERIC MOUSSIROU

Le personnel de l'UNOCA a appris avec tristesse la mort brutale, le 30 janvier à Libreville, de Mme Arnette Moussirou née Bigot, épouse d'Eric Moussirou, Conseiller local pour les questions de sécurité en service au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les collègues se sont organisés pour lui apporter tout le soutien et le réconfort dont il a tant besoin pendant cette période difficile. Courage et sincères condoléances cher Eric.